

UN 12220V

JUN 29 1981



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/36/347
25 juin 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente-sixième session
Points 55 et 58 de la liste préliminaire*

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 24 juin 1981, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte de l'appel du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux parlements et aux peuples du monde, adopté le 23 juin 1981 par le dixième Soviet suprême de l'URSS à sa cinquième session.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du présent appel comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 55 et 58 de la liste préliminaire.

(Signé) O. TROYANOVSKY

* A/36/50.

ANNEXE

APPEL DU SOVIET SUPREME DE L'UNION DES REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES AUX PARLEMENTS ET AU PEUPLES
DU MONDE

Le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, préoccupé par la menace de guerre accrue et l'ampleur sans précédent de la course aux armements, lance un appel aux parlements et aux peuples du monde.

Le Soviet suprême de l'URSS lance cet appel alors que 40 années se sont écoulées depuis l'attaque du fascisme hitlérien contre la patrie soviétique. Le peuple soviétique rend un hommage respectueux à la mémoire des 20 millions des siens qui sont morts pendant la guerre. La deuxième guerre mondiale a causé des maux et des souffrances incalculables à l'humanité tout entière. Nous vénérons la mémoire de tous ceux qui ont donné leur vie en luttant contre l'agression pour assurer la paix sur la terre.

L'histoire nous a enseigné une dure leçon. Les peuples ont trop chèrement payé de n'avoir pas su empêcher la guerre et détourner à temps la menace qui pesait. Il ne faut pas laisser pareille tragédie se répéter. Nous pouvons et devons faire tout ce qui est possible pour éviter une nouvelle guerre mondiale.

Bien que la planète soit déjà sursaturée d'armes de destruction massive, on n'en continue pas moins à les accumuler et à mettre au point des armes toujours plus perfectionnées et meurtrières. On met en place, en Europe occidentale, des plates-formes qui permettront de lancer des centaines de nouveaux missiles nucléaires. On essaie d'habituer les gens à l'idée criminelle que le recours à l'arme nucléaire est admissible.

La tension politique augmente. L'enjeu est à nouveau de parvenir à la suprématie militaire et l'on a fait appel au langage de la menace. On lance ouvertement des accusations d'ingérence dans les affaires d'autres pays et d'autres peuples. Et tout cela est camouflé sous la fiction grossière du "danger militaire soviétique".

Le Soviet suprême de l'URSS déclare solennellement que l'Union soviétique ne menace personne et ne recherche l'affrontement avec aucun Etat à l'ouest comme à l'est. L'Union soviétique n'a jamais brigué et ne brigue pas la suprématie militaire. Elle n'a pas causé et ne causera pas de nouvelles étapes de la course aux armements. Il n'est pas de type d'arme qu'elle n'ait pas été d'accord pour limiter et interdire sur une base de réciprocité par voie d'entente avec les autres Etats.

/...

L'établissement de la paix a été, est et restera le but suprême de la politique extérieure de l'Etat soviétique. C'est à quoi tend le Programme de paix pour les années 80, adopté au XXVIème Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. Il prévoit des mesures visant à réduire à la fois les armes nucléaires et les armes classiques, contient des propositions pour le règlement des situations de crise et conflits existants et pour empêcher qu'il n'en surgisse de nouveaux et est imprégné du désir de renforcer la détente et de développer la coopération pacifique des pays de tous les continents. Il indique que l'Union soviétique est prête à engager des négociations sur toutes les questions pressantes concernant la paix et la sécurité, et à examiner avec attention toutes les idées constructives émanant d'autres Etats.

En notre siècle nucléaire, dialogue et négociations sont également utiles à tous, de même que tous ont besoin de paix, de sécurité et de confiance en l'avenir. Il n'y a pas à l'heure actuelle, en dehors des négociations, d'autre moyen raisonnable de résoudre les différends, si aigus et complexes qu'ils soient. Il ne faut négliger aucune possibilité. Le temps n'attend personne!

Chaque jour perdu pour les négociations accroît le risque d'un conflit nucléaire. On remet à plus tard la solution des problèmes vitaux qui se posent à chaque peuple et à tous les peuples. Le temps n'attend personne!

A l'heure actuelle, quiconque encourage par son action la course aux armements et une accumulation encore plus grande de moyens de destruction massive à travers le monde préconise l'emploi de la force pour régler les différends entre Etats ou ferme simplement les yeux devant les périls qui menacent le monde d'aujourd'hui, pousse en fait l'humanité vers l'abîme.

Le Soviet suprême de l'URSS lance un appel aux organes législatifs de tous les pays pour qu'ils se prononcent résolument en faveur de négociations qui permettraient d'éviter une nouvelle phase de la course aux armements nucléaires, de négociations qui soient honnêtes et loyales, sans aucune condition préalable ou tentative de diktat.

Le Soviet suprême de l'URSS compte que son appel fera l'objet de toute l'attention que mérite cette question, la plus importante et la plus brûlante de notre temps. Il est convaincu que les parlements possèdent le pouvoir et l'autorité nécessaires pour donner véritablement un coup d'arrêt à la course aux armements et parvenir au désarmement par la voie de négociations. Pour sa part, le Soviet suprême de l'URSS continuera à oeuvrer pour créer une atmosphère qui permette aux négociations d'aboutir à des résultats positifs.

La paix est le bien commun de l'humanité et c'est aussi actuellement la condition première de son existence. Ce n'est que par des efforts collectifs qu'elle peut et doit être préservée et durablement garantie.

CONSEIL SUPREME DE L'URSS